

CR Journée de l'Axe « Démocratie et Savoirs »

GIS Démocratie et Participation

16 novembre 2023 - MSH Paris Nord

1) Tour de table des participants

- Florian Charvolin, directeur de recherche CNRS : Centre Max Weber à Lyon, travaille sur les sciences participatives, projet ANR ESPOIR avec association Planète mer (travail sur le littoral) + recherches collaboratives autour de micro-capteurs de mesure de la pollution de l'air. Co-animateur de l'axe.
- Marion Carrel, sociologue à l'université de Lille, coordonne l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous » (convention CNRS- ATD Quart Monde- Cnam 2019-2023, en cours de renouvellement), croisant les savoirs de chercheur.es, professionnel.les et personnes ayant l'expérience de la pauvreté à propos de méthodologie, d'éthique, d'épistémologie des recherches participatives dans le domaine de la lutte contre la pauvreté; Co-animatrice de l'axe
- Laure Turcati, sorbonne université, coordonne observatoire de l'environnement urbain PartiCitaE et coordonne réseau « Sciences ensemble ». Co-animatrice de l'axe.
- Frédéric Sultan, coordinateur de l'association *Remix the commons* : collectif d'activistes autour des communs, depuis deux-trois ans on travaille sur le projet « École des communs » sur le partage des savoirs : travail dans le 18^e autour des pratiques de gouvernance des collectifs + dynamique autour de l'alimentation à Marseille, Montreuil et Toulouse avec enjeux de coproduction des savoirs
- Baptiste Lebeau, Toulouse 2, étude de la gestion des territoires post-miniers avec enjeu de développer des dispositifs participatifs sur les territoires dégradés
- Valentin Baumstark, sociologie, Bourgogne Franche Comté, le numérique comme outil de création de base de données et mémoire immatérielle et outil de co-analyse sur les questions de transition écologique et d'éducation populaire
- Albane Berneuil-Fouiller, doctorante en sociologie à Lyon 2, projet nouvelles solidarités alimentaires pour la démocratie : projet de recherche action pour expérimenter comment à travers la mobilisation habitante dans les quartiers populaire mettre en place projet alimentaire viable : thèse sur question de l'accessibilité alimentaire dans les quartiers en politique de la ville qui compare les dispositifs associatifs : démocratie alimentaire
- Romain Julliard, Muséum, écologue, famille Vigie nature, Recherches participatives (RP) autour de la biodiversité, unité de service avec Sorbonne université « Méthodes

et outils pour les sciences participatives », centré sur la production de données et outils numériques pour partager les données : agronomie, transition écologique territoriale, comment les données produites par les habitants peuvent contribuer aux processus de codécision. Poster sur projet d'accompagnement des collectivités dans la planification énergétique territoriale et mobilisation habitante autour de ça, poster sur Projet « Paysages » financé par l'Ademe avec deux collectivités.

- Romain Gallart, chercheur à Nanterre et Astérya, présente AGICES dans le 18^e, vise à l'accompagnement de trois collectifs habitants pour se structurer et agir davantage en faveur de la transition écologique : pouvoir d'agir des habitants + membre de l'association « La Cabane de la recherche » ou on accueille des demandes de recherches participatives et a travaillé avec APPUI avec accompagnement sur des collectifs d'habitants avec projet ANR Copolis.
- Simon Calla, sociologue à l'université de Franche-Comté, programme de recherche « Campelli » : controverse concernant le statut du renard classé comme nuisible : associe des représentants des mondes agricoles, cynégétique, environnementalistes et chercheurs en écologie (campagnol et renard ; volet médical ; sociologues) : disputes sur le cas du renard, travail ensemble : programme sur 10 ans, suivre les effets de ce programme dans le massif du jura au-dessus de Besançon
- Charlotte Gregoreski, docteure en anthropologie du centre Norbert Elias, a participé à l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous », programme qui a duré 4 ans, mettre des jalons sur la manière dont on peut coconstruire de la connaissance sur la pauvreté et l'exclusion à partir de la méthodologie du croisement des savoirs avec ATD, le Cnam et le Cnrs.
- Florence Ienna, boutique des sciences de l'université de Lille, dispositif qui vise à accueillir des questions de recherche qui émanent de la société civile et d'accompagner les étapes de la recherche : démarche de recherche action participative venue du Québec.
- Bertrand Bocquet, enseignant chercheur à l'université de Lille, affilié au labo du cnam de Technosciences en société, coordinateur de la boutique des sciences de l'université de Lille, a participé au projet CITIN autour de la transition écologique, travaille de plus en plus sur l'accompagnement et les méthodologies : comment on définit les protocoles, les questions de recherche, les formes de co-analyse. (Travaille avec la théorisation de Jacques Chevallier, travaille avec Nathalie Oria de l'Ademe pour accompagner les collectivités territoriales dans leur transition écologique)
- Maïté Juan, sociologue et MCF en sciences de l'éducation au laboratoire ÉMA, CY Cergy Paris Université. Travaille sur la territorialisation des politiques éducatives et sur la participation dans les quartiers prioritaires et la sociologie du monde associatif. A contribué à la mise en place du Prix de la recherche participative de la Fondation de France dans le cadre d'un post doc au GIS, s'est impliquée dans l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous » + a coordonné une recherche-action en milieu associatif pendant 2 ans. Co-coordinatrice de l'Axe.

Excusées :

Martine Revel, boutique des sciences de Lille

Elisabetta Bucolo, mcf en sociologie LISE-Cnam

Renaud Debailly, sociologue à sorbonne université, travaille sur la santé

Alice Gatinois, doctorante sur les communs à Nantes en commun

Lionel Scotto, co-coordonateur de l'axe

Rafaelle Batts (poster sur Ecodoc)

2) Présentation de l'axe

Cet axe provient de deux courants :

- Recherches participatives dans le domaine du social, de l'urbanisme, de l'éducation
- Sciences participatives autour de la biodiversité et de l'environnement, territoires ruraux

Fusion suscitée par le CNRS : enjeux à creuser, des questions communes qui font du lien et des points de frottement : savoirs d'expérience et non-humains, co-production des savoirs et conflits, etc. Axe qui est un support pour imaginer des événements scientifiques.

Notre objectif à court terme : organiser une journée d'étude en 2024 avec appels à communications. Commencer aujourd'hui à réfléchir ce qu'on voudrait y mettre. Ouvrir les questionnements pour alimenter cet appel à communications, les nœuds de tension et controverses, frictions entre les termes. Premier jalon a été posé pendant le congrès de l'AFS en juillet 2023 avec sessions thématiques : représentants des sciences de l'éducation avec tradition de recherche collaborative dans perspective de sociologie clinique, analyse institutionnelle. A plus long terme, contribution au congrès du GIS et aux journées doctorales du GIS en 2025.

3) Échanges autour des posters : présentations et discussions

Liste des posters

1 Une mise en débat «sensible» de la transition écologique

Comment le numérique peut-il devenir un outil au service d'une «ingénierie du sensible» ? *Valentin Baumstark*

2 CARELI : Une communauté d'enquêteurs pour évaluer les effets du classement du renard comme « espèce susceptible d'occasionner des dégâts » *Simon Calla*

3 ESPOIRS : Etude de la réponse des estrans aux changements globaux par les Sciences Participatives : biOindication à l'InterRface sciences-Société *Florian Charvolin*

4 ECODOC Espace commun de documentation *Raphaëlle Batts et Mathilde Garnier*

5 Co-construire la planification énergétique en démocratie *MOSAIC, méthodes et outils pour les sciences participatives*

6 L'ESPACE COLLABORATIF « CROISER LES SAVOIRS AVEC TOU.TE.S », *Charlotte Gregoreski*

7 Boutique des sciences de Lille : une recherche participative en réponse à la demande sociale *Florence Ienna et Bertrand Bocquet*

8 Le gradient des recherches participatives *Maité Juan*

9 Recherche-action collaborative et mobilisation citoyenne peuvent-elles faire émerger un projet alimentaire viable dans un quartier populaire *Béatrice Maurines et Albane Berneuil*

10 PartiCitaE : Observatoire participatif de l'environnement urbain *Laure Turcati*

11 RECHERCHE-ACTION AGICES : Agir pour des communautés environnementales et solidaires *Romain Gallart*

Méthode de discussion : choisir un poster d'une recherche autre que la sienne, et présentation croisée : noter une chose qui vous marque, vous intrigue depuis votre champ, s'appropriier le poster en relevant une chose marquante, étonnante.

– **Recherche-action collaborative et mobilisation citoyenne peuvent-elles faire émerger un projet alimentaire viable dans un quartier populaire ?**

Quartier des broches à Villeurbanne, s'inscrit dans recherche « Nouvelles solidarités alimentaires » : groupes de chercheurs, associations, acteurs institutionnels qui essaient de trouver solutions pour mieux alimenter gens dans les quartiers populaires avec idée que précarité alimentaire. Ce qui m'a frappé : qui est à l'origine de l'initiative et quelle position ont les chercheurs dans ce projet ? Servent à enquêter pour savoir comment les gens mangent et comment de nouvelles filières sont construites, et le groupe de chercheurs fait son enquête de son côté et vient rendre des comptes ? »

- Réponse d'Albane : projet qui a commencé en 2019, idée de monter une filière alimentaire de proximité, créer lieu d'approvisionnement pour les personnes juste au-dessus du seuil d'accès à l'alimentation : ce projet n'a pas pu aboutir parce que la personne dans l'association Filap est décédée et problème avec la mairie qui ne voulait plus rien à voir avec l'association Filap : financements fondation de France et fondation Carasso, donc volonté de continuer des deux chercheuses : rapprochements avec la mairie de Villeurbanne : ville est ok pour développer projet dans quartiers en politique de la ville (QPV). Faire d'abord un diagnostic du quartier. Chercheuses accompagnent la construction d'un projet alimentaire viable dans quartier.
- Bertrand Bocquet : Difficultés sur l'engagement des acteurs quand ça part de la recherche
- Albane : association qui a monté une épicerie sociale et solidaire fait partie du collectif donc ancrage dans le quartier ; on est en lien avec l'initiative « Territoire à vivre » à Lyon et Poitiers en lien avec la caisse alimentaire.

– **Co-construire la planification énergétique en démocratie**

Projet construit avec le Muséum et Sorbonne université en lien avec l'unité Mosaic, travaille avec un syndicat mixte et une communauté de communes : volonté d'augmenter la part d'énergies renouvelables sur le territoire. Conflits autour des enjeux environnementaux et impératifs légaux. Les citoyens participent à la production de données pour capacitation citoyenne et accès à la codécision. Outil « Étape paysage », une carte avec liste des données sur territoire et plateforme en ligne « Mosaic » partage des données. Interpellé par 2 éléments :

- la production de savoirs amène à la légitimation des citoyens pour codécision
- la transparence et l'inclusivité : on doit savoir d'où vient la parole mais amène aussi dominations

- Réponse Romain Julliard : projet qui n'a pas encore commencé. 1^{er} point d'étonnement : Hypothèse que coproduire les données ça développe des compétences qui peuvent ensuite être utilisés dans la délibération et la codécision. 2^e : transparence c'est surtout transparence du jeu auquel les collectivités proposent de jouer, jusqu'où s'engagent dans un processus de codécision, que va faire la collectivité autour de l'utilisation des données pour être dans un processus véritable de codécision. Idée de gestion adaptative et de gouvernance transformative : surtout idée d'horizontalité, importance des différents savoirs

- **Gradient des recherches participatives**

Poster qui n'est pas basé sur une recherche particulière mais revue de différentes initiatives, propose une typologie de différentes recherches. RP radicales : lutte contre la hiérarchie des savoirs et pouvoirs ; recherche-action collaborative : pratiques pros ; recherches contributives : vigilance collective dans perspective de médiation scientifique et civisme. Se structure autour de la place du chercheur : rôle de transmetteur / facilitateur / chercheur-acteur + résultats attendus : sensibiliser/lutter/perfectionner ; degré de participation des acteurs : auxiliaires, main d'œuvre, co-auteurs et co-analystes

Étonnement : Flèches entre les types : comment on passe de l'un à l'autre : comment passer du citoyen bénévole à quelqu'un qui lutte ?

Initiatives des demandes : qui demande quel type ? Sciences citoyennes : Irwin, c'est le chercheur qui est mobilisé par des communautés. Confusion : sciences citoyennes avec contre-expertise. Pose la question de l'accès des premiers concernés à la recherche : par quels biais des communautés se structurent et mobilisent des chercheurs ? Rapport « Sciences participatives » de Houllier.

- Laure : Dans les sciences citoyennes : les protocoles sont toujours co-construits.
- Florian : Produire des données produit du pouvoir dans les sciences participatives : tout se passe au niveau de la collecte d'information sur le terrain, le reste c'est du maillage informatique : la question de la co-construction se pose dans l'observation de terrain qui associé matériel scientifique avec connaissances d'usage.
- Charlotte : pose la question d'une question de recherche, cadre et dispositif est décidé par qui ?
- Romain : mettre en perspective les protocoles de co-construction de ces recherches
- Florian ; dans les sciences participatives, ceux qui ont conçu et ceux qui réalisent ne sont pas les mêmes donc question de la co-construction des étapes est minorée par

les étapes. Protocole Lichens go coconstruit par les volontaires : chercheurs assignés à leur posture de chercheur par les habitants : « c'est votre boulot de faire les protocoles » // formation des habitants aux stats dans certains programmes + utilisation de la donnée par des personnes qui font elles-mêmes leurs enquêtes.

- **PartiCitaE : Observatoire participatif de l'environnement urbain**

On demande aux citoyens à quelle étape veulent s'investir. Donne lieu à 4 projets de recherche. Comment est animée la communauté ? Pourquoi les volontaires s'engagent dans ce type de projet ? Prévoir des temps d'échange sur pourquoi les gens sont là, pourquoi veulent ou ne veulent pas s'investir sur les différentes étapes ? Différents niveaux d'intégration dans le projet ? Qui publie ? Saisir les différents niveaux d'intégration des participants dans les étapes du processus de recherche.

- Laure : travail sur une interface pour visualiser les données autour des lichens et écorces de platanes avec les volontaires mais ne peuvent pas encore jouer de manière autonome avec les données (cf formations aux stats par exemple)
- Participante : comment on appréhende les données ? Qu'est-ce qu'on considère comme une donnée selon les disciplines ?
- Marion : rejoint la réflexion sur les critères de scientificité
- Maïté : idem, quel statut scientifique aux savoirs d'usage et d'expérience / les non-humains comme le congre qui est un poisson-sentinelle
- Florian : anthropologues travaillent sur comment on travaille sur indice à la donnée, processus de construction de la donnée / pour les géographes, la donnée c'est la carte : donc différentes manières d'appréhender ce qu'est la donnée.

- **CARELI : Une communauté d'enquêteurs pour évaluer les effets du classement du renard comme « espèce susceptible d'occasionner des dégâts »**

Travail d'enquête collective autour du statut du renard sur le territoire du Doux Jura avec environnementalistes et chasseurs-éleveurs. Deux objectifs : réunir ces acteurs pour évaluer les effets des classements juridiques du renard et construire un dispositif de concertation de longue durée. Étude des représentations du renard chez ces acteurs et compréhension du processus de constitution de communautés d'enquêteurs. Manière dont est formulée le problème, en quoi un régime juridique peut être adéquat ? Qu'est-ce que ça produit ?

Point de questionnement : Comment les régimes environnementalistes et capitalistes évoluent-ils au fil de la controverse ? Est-ce qu'un régime alternatif intégrant le vivant peut émerger ?

- Réponse : RP émane d'une demande des acteurs du programme qui est d'intégrer dans les protocoles de données naturalistes les pratiques et rapports aux renards + enjeu d'observer le collectif en train de travailler ensemble. A la base la problématique vient des chasseurs et éleveurs : comment mettre en place une gestion adaptative du renard ? Idée de « consensus social ». Enjeu de coconstruire la catégorie juridique : posé comme condition à l'entrée des scientifiques dans le programme.
- Marion : la communauté d'enquêteurs au départ c'est chasseurs et éleveurs ?
- Réponse : Les acteurs ce sont : fédération de chasse, France nature environnement ; Organisme de veille sanitaire ; labo de l'université de Franche-Comté : chercheurs arrivent en appui. Demande de mieux comprendre les pratiques et représentations

vient de la fédération de chasse et la demande de mieux comprendre ce qui se passe dans le collectif vient d'un sociologue. Financement : région Massif du Jura, contrat Plan/État /Région pour travailler sur le long terme.

– **ESPOIRS : Etude de la réponse des estrans aux changements globaux par les Sciences Participatives : bioIndication à l'InterFace sciences-Société**

Observer des espèces via l'apprentissage des différentes phases d'un protocole

S'appuie sur Biolit qui étudie les algues brunes et bigorneaux dans l'estran rocheux : construire un indicateur participatif de bonne santé de la qualité de l'Estran.

Plusieurs questions :

- Quels enjeux pour ces volontaires non scientifiques ? Réduits à un rôle de petite main de la recherche ? Qu'est ce qui les motive à participer ?
 - Terme de volontaire « non scientifique » : ça veut dire quoi non scientifique ? Sont prévus des ateliers de co-construction : lien entre les volontaires, les relais et les acteurs publics ? Est-ce qu'ils peuvent se rencontrer ?
 - Quel apport pour la connaissance scientifique ?
- Florian : petites mains de la recherche : renversement possible : c'est dans leurs mains que se traduit l'acquisition de la connaissance et l'engouement pour participer au processus scientifique ; ne sont pas téléguidés par un centre, c'est eux qui créent la donnée. Ça renvoie à comment et qui on enrôle : citoyens qui ont envie de transmettre ce qu'ils voient, question des motivations : voir pourquoi les gens veulent participer. Animation du territoire par les relais (habitude de la parole publique) : ceux qui participent sont des gens connus aussi par les relais. Discussion sur la notion d'amateur. Ce qu'on veut voir aussi c'est : Jusqu'où la mise à disposition des données sous la forme d'un indicateur va permettre d'influencer les participations futures ? On produit des chiffres pour une question qu'on se pose.
- Marion : ce qui me marque, c'est quand on parle de restitution, objectif de porter une cause, transformer la société : idée que ces personnes puissent vouloir changer la société c'est présent dans ce que vous présentez, enjeu politique de transformation sociale, mais cela n'est pas formalisé.
- Maïté : Renvoie à la professionnalisation des jeunes pairs : renvoie aussi au cadrage : ATD : les pauvres qui participent sont déjà socialisés aux codes de la recherche

– **Boutique des sciences de Lille : une recherche participative en réponse à la demande sociale**

Structure rattachée à l'université. Positionnement institutionnel précis. Fait partie d'un réseau national et international des boutiques des sciences. Idée : proposer des recherches-actions participatives à partir de demandes émises par des acteurs de terrain. Partir de cette demande pour faire émerger une RP : incubation et émergence d'une RP. Versant aussi de sensibilisation des chercheurs universitaires : recherches « avec » et pas « sur ».

Élément d'étonnement : il est mentionné la notion de « intermédiation : « tiers accompagner », ça a fait écho pour moi aux fonctions annexes comme l'animation, les comités de pilotage, qui sont un peu invisibles + il est fait mention d'intégrer les personnes concernées et leurs expertises à la recherche : comment, quels leviers, quels freins ?

- Bertrand Bocquet : valeur ajoutée principale, c'est la traduction de la demande sociale en problématique de recherche et de traiter cela en mode RP : faire le lien avec un

laboratoire et sensibiliser les collègues à ce mode de recherche, ça passe beaucoup par les étudiants de master. Se pose de plus en plus la question de l'accompagnement : ces recherches sont très diverses. Jusqu'à quel point on est co-chercheurs avec les personnes ? Ça nous pose question. La RP demande quand même une forte interaction chercheurs-acteurs. Est-ce qu'on a besoin d'un tiers pour faire ces recherches ? Dans notre configuration d'émergence de questions à partir de la demande, on n'a pas forcément parmi les chercheurs de chercheurs sensibilisés aux RP ou qui veulent bien endosser la posture de médiateur dans des collectifs d'enquête.

- Romain Julliard : Questionnement qu'on a aussi, est-ce que ce ne serait pas stratégique pour les établissements universitaires d'internaliser cette fonction d'intermédiation qu'occupe la Boutique des sciences ? Boutique des sciences est rattachée à l'université.
- Maïté : Super intéressant : amener les chercheurs à se déplacer, les former, les socialiser, les sensibiliser aux méthodologies de RP, c'est un renversement de perspective, d'habitude on appréhende les processus d'apprentissage dans l'autre sens, du chercheur vers le citoyen « profane », le chercheur forme les acteurs : pose la question de l'accompagnement des chercheurs + La cabane de la recherche est aussi une structure d'intermédiation sur le modèle associatif.
- Charlotte : quels enjeux politiques dans l'accompagnement des chercheurs sur ces questions ?
- Bertrand : Volonté d'avoir un dispositif de financement pour les acteurs non lucratifs : on a des appels du pied assez fort du secteur associatif pour défendre la recherche comme service public du coup : modèle économique de financement public. + génération de chercheurs qui ne trouvent pas de place dans le milieu académique et qui ne veulent pas vivre en concurrence.

- **ECODOC : Espaces communs de documentation**

A Bordeaux, forêts brûlent, le projet est de mettre à disposition les savoirs scientifiques et profanes autour de l'arbre et du changement climatique

Étonnement : Il y a une ambiguïté entre données et savoirs. Plateforme de visualisation qui est co-conçue dans l'objectif d'être réappropriée par les habitants. Habitants de deux villes/villages de Gironde. Résidences : chercheurs font des ateliers avec les habitants : ateliers écriture slam. Question : jusqu'à quel point y a-t-il un suivi au-delà des ateliers de co-conception ?

- Florian : en quoi le numérique transforme les rapports de pouvoir ? On l'a vu aussi sur notre poster.

- **RECHERCHE-ACTION AGICES : Agir pour des communautés environnementales et solidaires**

Projet de recherche-action sur la démarche d'intermédiation dans la transition écologique : effets de politisation : dans le 18^e, centre social et culturel sur conflits d'usage, association de locataires, association de jeunes. Hypothèse que l'intermédiation de recherche peut renforcer le pouvoir d'agir des personnes qui participent.

Questions :

- Comment est mise en œuvre cette recherche ? Comment les structures ont-elles été contactées ?

- Comment sont gérées les différentes casquettes : accompagnement des assos dans ce qu'elles font ? Accompagnateur et recherche ?

- Maïté (à la place de Romain absent) : Objectif d'accompagner au montage, à la structuration et à l'essaimage des initiatives de quartier. Outils : Animations participatives pour mettre en débat la parole des habitants sur les problèmes vécus dans leurs quartiers et sur leurs envies d'agir + accompagnement des associations : ex : pour gérer relations entre biffins et habitants du quartier par rapport à utilisation de l'espace public / pour impulser mixité sociale entre des logements intermédiaires et logements sociaux autour d'un commun urbain qu'est un jardin + formations.

– **L'ESPACE COLLABORATIF « CROISER LES SAVOIRS AVEC TOU.TE.S »**

Champ des luttes contre les injustices sociales et épistémiques. Question des groupes de pairs et de la mixité (trois groupes de pairs : le groupe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté (savoirs expérientiels), le groupe des praticiennes (savoirs d'action) et le groupe des chercheur.es (savoirs universitaires). Mise en avant de critères de pertinence sociale. 7 conditions de la co-production sont définies. Question : ces paramètres sont-ils des invariants autour de la RP ?

- Marion et Charlotte : Comité de pilotage avec des représentants de chaque groupe de pairs qui anime les moments de parité et de mixité : fonction de médiation mais qui n'était pas explicitée comme telle : pas d'étiquette. Articulation pertinence sociale et scientificité : le résultat de l'espace collaboratif sur la mise en discussion des savoirs ça montre que oui : pilotage négocié est ce que ça produit de la connaissance scientifique ou autre chose ? Pour nous oui ça produit de la science mais c'est le débat. On parle davantage de critère de validation, et non de critères de scientificité. Cette liste de critères est vécue comme des jalons pour voir si conditions minimales sont respectées : ça peut valoir pour tout type de RP. Groupes de pairs c'est l'idée de « safe space » où on construit des choses entre pairs : pour les pauvres mais aussi utile pour les chercheurs : se séparer temporairement pour agir sur les questions d'inégalités et de dominations entre les groupes de pairs et au sein des groupes. Groupe de pair a aussi eu cette fonction de nous amener à déconstruire nos postures de recherche ; donc aussi espace d'auto-formation.
- Florian : ça renvoie au fait de prendre les sources de légitimité qui sont reconnues comme valables dans le processus de RP. Par exemple : voir ce que les bergers peuvent dire comme étant valables. Comprendre comment les données sont construites : aussi enjeu des RP.
- Participant : RP peut participer d'une mise en marché des savoirs collaboratifs et remise en question du statut des chercheurs : cf cabinets de conseil.

– **Une mise en débat « sensible » de la transition écologique**

L'idée est de se passer de l'algorithme. Partenariat ville de Lyon et assos d'éducation populaire. Encodage participatif des données émergeant de l'entretien : le groupe des analystes est ouvert : centres sociaux, MJC, etc. Dans les analystes : acteurs associatifs, gens de la ville, etc. Première phase d'annotation pour identifier les enjeux de débat puis ateliers collectifs où les sujets de débat sont soumis à discussion + rôle la plateforme pour mettre en ligne les débats.

Questionnements :

- Volonté de transparence de la ville de Lyon mais est-ce que ça reproduit les rapports de pouvoirs comme geoweb ou openstreetmap, tout est transparent mais ça reporte les questions de pouvoir sur d'autres niveaux : le « couturage » des nappes d'openstreetmap sur geoweb // pour vous : comment à partir de cette collection, on fait quelque chose d'autre ?
 - Est-ce que ce sont les mêmes personnes qui taguent et qui parlent dans la mise en débat ou dans les entretiens ? Qui interprète ?
 - On aboutit à une collection de tags dont l'intérêt est la diversité : comment se passe la synthèse de ces tags ?
 - A quel stade interviennent les associations d'éducation populaire ? Associations apparaissent surtout dans la plateforme ?
- Réponse : c'est le groupe des analystes qui interprète. Constante négociation entre le réseau et la ville, volontés d'instrumentalisation. Au départ, commande issue d'un précédent partenariat entre entreprise cartodébat et la ville : créer un protocole répliquable de mise en débat. On essaye de rassembler les mots clefs et les croiser : faire des arbitrages pour regrouper en familles. Qui fait l'arbitrage ? Le groupe des analystes.

4) Axes saillants de la journée d'étude

- Tension entre horizontalité et reconnaissance de régimes de savoirs différents / de la part des contributeurs, « je travaille avec chercheurs pour que mes savoirs ou données, passent à la moulinette de la recherche et acquièrent légitimité et les objectiver ».
- Collectivisation des données et des savoirs.
- Définition de la science : en quoi les RP modifient conception, définition de la science ? ex : chercheurs qui militent pour la « chimie située » : ne pas faire de la chimie universelle, mais faire une *standpoint theory* de la chimie : tension science universelle / savoirs scientifiques situés // adaptation au changement climatique : avoir une connaissance qui soit valable sur différents territoires n'est plus valable.
- Petites mains dans la production des données : la collecte peut donner lieu à une prise de pouvoir – accès à la décision, en quoi les personnes disposent d'une autonomie ou d'une capacité d'enrichissement ? Microdécisions : mises en place autonomes en dehors des programmes et des protocoles institués.
- Empowerment : en produisant des données on développe des compétences et du pouvoir d'agir comme objectif / faire de la recherche de qualité et processus d'apprentissage qui arrive de manière latente ou indirecte.
- Pouvoir d'interpellation – lien entre interpellation et science.

- RP comme complémentarité et agrégation, mise en commun / mise en concurrence des protocoles, des programmes, des équipes
- Intermédiation, tiers veilleurs – sensibilisation et accompagnement, formation des chercheurs : inversion du rapport.
- Enjeu de professionnalisation des participants dans les RP.

1) Question des acteurs mis en relation dans les dispositifs proposés :

Chercheurs, associations, acteurs publics semblent être les types d'acteurs les plus souvent engagés (posters 9, 5, 2, 6, 10, 11 4, 3, 1). Il peut s'agir de dispositifs qui animent la communauté d'acteurs intermédiaires, comme les associations aux prises avec les habitants, les riverains, etc. ou bien les collectivités territoriales aux prises avec les administrés (1). Le projet 2 semble plutôt relever d'une animation du milieu territorial dont les composantes sont les chasseurs, les associations naturalistes, les collectivités... bref la communauté des intervenants dans le dossier, et qui semble remiser à une étude classique des représentations le contact avec la population.

Plusieurs fois s'est posée la question du financement et des commanditaires, qui peuvent être extérieurs aux acteurs impliqués dans le dispositif (plan état région pour le projet 2, ANR projet 3...) ou être présents comme protagonistes (projet 10, 1, 6 ?, 7). Dans le projet 7 on a noté la différence que fait la source de financement selon qu'elle est associative ou universitaires pour la conduite des stages de M2 financés.

Il faut d'ailleurs peut-être distinguer les commanditaires des financeurs (projet 8) certains projets accueillant des commanditaires (présents projet 1, ou conviés mais absents projet 9), mais sur des financements venant d'ailleurs.

2) L'intégration des publics éloignés

La cible des actions est au-delà de la connexion chercheurs/acteurs intermédiaires, et vise les publics (habitants, citoyens, amateurs).

Certains projets sont plus avancés que d'autres en la matière. Le Projet 6 est celui qui semble avoir la volonté de recruter parmi les plus éloignés, les précarisés. Mais c'est aussi le cas du projet 9, où la population du quartier défavorisé est conviée à la participation directe.

Le projet 8 pose la question de l'accès des personnes au dispositif de recherche, ce qui est thématiquement par le projet 7 sur les boutiques des sciences, qui en a fait le centre de son travail. Est mentionné aussi le fait que des participants peuvent ne pas vouloir s'engager autrement que sur un temps et avec un investissement limité. C'est le cas de certaines sciences participatives (projet 5, 10, 3). Mais cela peut être posé sur le projet 9.

Se pose aussi la question des volontaires non scientifiques dans le projet 3 et 5, c'est-à-dire est-ce que l'objectif est toujours de faire de la science, ou bien peut-il y avoir des compagnons de route qui ne sont pas intéressés par la chaîne de production de la référence scientifique, mais juste intéressés à se former, jouer avec le protocole ?

3) Les dispositifs

En quoi consiste concrètement l'action présentée dans les posters ? La plupart des projets mélangent plusieurs modalités de participation. Il peut s'agir d'un mixte d'ateliers de co-construction (9, 3, 6,11), de plateformes numériques (1, 10, 3, 4), d'organisations (5, 7). Dans

les sciences citoyennes a cours un mot celui de « protocole » là où dans le projet 6 on parlera de « cadrage » de l'interaction.

Une autre question concerne les dispositifs. En gros, sont-ils construits et maturés de manière collaborative (projet 5, 10, 11 ?) ou alors reportent-ils la co-construction dans l'étape d'opérationnalisation (projet 3, 6 ?). On a évoqué le rôle du temps dans la pérennisation des dispositifs qui vient amoindrir la vertu de la co-construction de A à Z des projets car les constructeurs initiaux quittent au bout d'un certain temps les dispositifs et ce sont de nouvelles personnes qui arrivent en cours de réalisation des projets.

Les dispositifs présentés dans le projet 5, envisagés en silo (dispositifs radicaux, de gestion ou de vigilance) ont été interrogés non pas seulement dans ce qui faisait leur spécificité mais aussi dans les communications entre ces trois catégories et les passages ménagés.

Lors du projet 2 se pose également la question de la durée d'opérationnalisation du projet : 10 ans, liée au cycle de vie des certaines espèces, et donc cela pose la question de la pérennité d'un questionnement sur temps long. De la même manière le projet 9 pose le problème de la modification de la carte des acteurs en cours de route de l'opérationnalisation de la participation.

4) La transparence des médiations

Il faut noter ici l'importance du numérique comme nouvelle médiation qui modifie en partie la distribution des pouvoirs d'agir, et la transparence plus ou moins forte (1, 3, 10, 4, 5) des rapports de pouvoir, en faisant des publics de la participation, des producteurs, et aussi en déplaçant le pouvoir discrétionnaire politique ailleurs qu'à l'interface entre associations représentantes et publics visés.

Mais on peut arriver à cette transparence sans passer par le numérique. De ce point de vue le projet 1 dans son agencement technique (les interviews, les tags des discours...) rentre en résonance avec le projet 6 et l'exclusion de la question verticale de qui représente qui, au travers le maintien de l'entre soi horizontal des ateliers mixtes et non mixtes avec les précarisés. Le projet 7 est également une autre instance où est maintenu, dans les mains des gestionnaires de la boutique des sciences, le travail de maturation des projets suscitant un contact avec les scientifiques (donc pas d'adéquation spontanée et directe d'une demande et d'une réponse scientifique). Il pose la question de l'acceptation par l'académie, de problématiques qui ne sont pas issues de ses rangs (maîtrise par les chercheurs de leurs agendas, leurs problématiques, leurs méthodes, etc.). La boutique en vient même à proposer des formations à la recherche collaborative, à destination des scientifiques.

5) La question de l'action

Plusieurs fois la question de l'impact des dispositifs sur l'action publique et l'interpellation politique a été soulevée. Notamment dans le projet 5 avec la conversion du dispositif vers les décideurs. La discussion du projet 1 a tourné également autour du rôle de cartodébat sur la mairie de Lyon et la question des arbitrages. La question des débouchés est également posée sur le projet 10. La question du suivi des dispositifs participatifs est posée par exemple sur la plateforme Ecodoc (projet 4), pour voir les conséquences qu'elle a. On peut poser la même question à Cartodébat (projet 1). D'une manière générale comment s'inscrivent les projets dans les débats de société, entre capitalisme, environnementalisme ou respect du vivant....

6) La posture du chercheur

Il y a un consensus sur la critique du modèle extractiviste du chercheur venant uniquement récolter de l'information sur le terrain, en maintenant étanche sa recherche et le contact avec les « informateurs ». Le projet 7 mentionne le fait qu'il s'agit de faire avec et non pas sur. Cela pose le problème de la formation des chercheurs à la recherche participative, et de la coexistence entre nous de dispositifs pour lequel le chercheur peut être dans une position d'observateur classique et extérieure (observation des sciences participatives, ou peut-être aussi projet 2) et des dispositifs où sa posture est remise en cause par les acteurs qu'il rencontre (projet 6, projet 8). La question est posée de la participation du chercheur ou des organisateurs des dispositifs participatifs dans la formation des acteurs (projet 11, 3, 7, 5). Il y a dans certains cas, un coût d'entrée, qu'il faut apprendre à faire négocier aux participants, en les formant, que ce soit dans le domaine de l'animation d'un quartier (projet 11) comme dans le cas de la remise à niveau scientifique (projet 3 et 10).

7) La question de la validation

Le projet 6 a suscité une discussion générale sur les questions de validation des savoirs et le fait de passer d'une question d'objectivité scientifique à vocation universelle vers des critères de pertinence. Cette question de pertinence rejoint des travaux sur les « données suffisamment bonnes » ou « just good enough data » en sciences participatives.

On a discuté également de l'évaluation par les participants au seuil de leur participation, de la manière dont ils anticipent que leur parole sera prise en compte, des critères de légitimité dont disposent les dispositifs, et du coup de la motivation que cela provoque pour participer. En matière de recherches participatives, le discours scientifique d'une participation à la confection de la vérité n'est pas suffisant, les participants se motivent également en fonction des gages que donnent les scientifiques de leur légitimité et de leur capacité à prendre en compte les paroles non expertes et des effets de la recherche sur la société.

Axe de questionnement transversal pour sortir du débat « petites mains de la recherche » ou véritables « co-constructeurs » :

Comment se passe l'intensification de la personne en tant que personne (« individuation » dans les termes de Joelle Zask) dans les dispositifs participatifs : goût, curiosité, attention, inscription dans des rapports don/contre-don, savoir, compétence, autonomie, empowerment, émancipation ?

Cette formulation de question permet de ne pas prendre parti sur le fait que la participation doive être une libération des liens entretenus par la personne (de subordination mais pas que) ou bien une intensification des attachements qu'elle a avec les autres et le milieu.

5) Intervention de Francis Chateauraynaud : recherches participatives et sciences en controverses

Pluralité de régimes de dispute, sociologie des lanceurs d'alerte et des controverses.

Défense du concept de sciences citoyennes. Montée en puissance du pragmatisme. Les vraies connaissances sont formées par les citoyens affectés, concernés. La démocratie comme forme de vie engage la logique d'enquête. On observe une légitimation croissante des citoyens à s'emparer des questions scientifiques ou politiques. Accusations de relativisme ou

d'antiscience quand on parle de RP : fortes critiques et résistances. Expertises qui surgissent et se confrontent dans les mobilisations sociales. Ex : manières différentes de calculer les données. Cf Alain Desrosières : la politique des grands nombres. Problème majeur des savoirs : déconnexion des modes et formes de vie. L'enjeu est de travailler les savoirs en accord avec les formes de vie et de rendre visible acteurs délégitimés et décrédibilisés. Relation dialectique démocratie – savoirs est toujours retravaillée. Quand les acteurs développent des compétences, font de la veille citoyenne avec logique de contrôle cf collectif InfOGM avec Semences paysannes, Les amis de la terre etc. : mobilisation pour régulation des nouveaux OGM. Sécurisation des luttes par la création d'une maison de la Semence : enjeu de faire du biocontrôle autochtone.

Plusieurs axes centraux :

- Centralité de l'expérience dans un monde sensible
- Concepts orientés vers l'action
- Logique de raisonnement inductif
- Processus collectif d'enquête
- Pluralisme méthodologique et épistémologique

Question du conflit entre des paradigmes différents. Pluralisme pragmatique : idée de dire « je ne sais pas quelle est la meilleure méthode scientifique ».

Question de la capacité des citoyens à produire une preuve :

3 types de régimes qui sont complémentaires :

- Régime axiomatique : Preuves axiomatiques : déduire des propriétés à partir des caractéristiques. Axiomatique autonome : forme de logique autosuffisante capable de fonctionner en soi. Sciences du climat : modèle climatique est autonome, il faut être capable de reconnaître quand un système axiomatique tient la route.
- Régime phénoménologique : l'épreuve phénoménologique comme mode d'administration de la preuve.
- Troisième régime : le conventionnalisme : accord et normes minimales.

4 types d'expertises : contre-expertise, expertise collective, expertise distribuée, expertise dialogique. Épidémiologie populaire : partage des expériences.

Quelles sont les épreuves affrontées par les acteurs et rendant nécessaires les espaces de partage ? Différents niveaux d'épreuves. Passage de l'un à l'autre ne va pas de soi.

- Partager des sensations, des émotions : le corps à corps, expériences sensibles
- L'expression : le langage, le récit
- La mobilisation
- Régulation : conventions, système de normes émergent de rapports de force, contraintes, expertises : mondes distants et éloignés du terrain
- Individuation

Florian : les gens sont affectés par la catégorisation qu'on fait d'eux : cf le stigmaté / sciences exactes : ce n'est pas le cas. Manière de labelliser les gens influe sur les manières d'interagir avec eux // la forêt réagit à la présence du fumeur (ne pas tomber dans la métaphorisation). Quelle portée des catégories ?